



Les Palestiniens face à la catastrophe humanitaire du coronavirus

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 25 mars 2020

[wsws.org](#) 24 mars 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#), [LA PALESTINE](#)

Les autorités sanitaires ont confirmé les deux premiers cas de coronavirus à Gaza ce week-end – des citoyens qui étaient revenus du Pakistan et étaient entrés à Gaza via l'Égypte.

L'arrivée du coronavirus dans l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète annonce une catastrophe humanitaire non seulement pour les Palestiniens de la bande de Gaza, mais aussi pour les personnes du monde entier qui font face à des conditions de vie atroces et à un manque de soins de santé similaires.

Alors que des centaines de Gazaouis sont rentrés chez eux au cours des deux dernières semaines, seules 92 personnes ont été testées, en raison du manque de kits de test, ce qui laisse penser que le nombre de cas est bien plus élevé. Plus de 1270 personnes sont en quarantaine dans les hôpitaux, les hôtels et les écoles après avoir traversé la bande de Gaza en provenance d'Israël et d'Égypte.

Il y a deux semaines, le Hamas, le groupe clérical bourgeois qui contrôle Gaza, a fermé des écoles et envoyé des équipes d'assainissement pour patrouiller dans les rues et les bâtiments publics et pulvériser du désinfectant. Vendredi, il a ordonné la fermeture des marchés de rue hebdomadaires et des salles de mariage et a fermé ses frontières, déclarant que seuls les patients nécessitant un traitement médical urgent en dehors de Gaza seraient autorisés à passer en Égypte ou en Israël.



Vue de Gaza (Photo:

[wikipedia.org](#))

Israël a déclaré qu'il fermait au trafic commercial ses frontières avec Gaza et la Cisjordanie occupée, bien que certains patients et le personnel humanitaire soient autorisés à les traverser. Il a envoyé à Gaza un total dérisoire de 200 kits de dépistage de coronavirus. Cogat, l'organe militaire israélien en charge de la coordination avec l'Autorité palestinienne, a fait une déclaration d'un cynisme à couper le souffle: «Les virus et les maladies n'ont pas de frontières, et donc la prévention d'une épidémie de coronavirus à Gaza [et en Cisjordanie] est d'un intérêt primordial pour Israël.»

Ce désastre prévisible et prévu survient après le siège israélien qui dure depuis 13 ans et qui a rendu Gaza presque inhabitable, en raison de l'extrême surpopulation, de l'effondrement des infrastructures, du manque d'électricité et d'eau, des mauvaises conditions sanitaires et de l'éviscération d'un système de santé déjà limité. Il y a une pénurie chronique de médicaments, et les hôpitaux de Gaza, qui fonctionnent à peine, ont eu du mal à faire face aux milliers de blessures et d'amputations horribles infligées aux Palestiniens par les forces armées israéliennes au cours de la «Grande Marche du Retour» hebdomadaire qui a commencé il y a deux ans.

Les Palestiniens de Gaza, qui vivent dans des camps de fortune et des bidonvilles sordides, n'ont aucune possibilité de contrôler la propagation du virus ou d'accéder aux traitements et aux fournitures médicales. Selon Abdelnasser Soboh, directeur du bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Gaza, Gaza ne dispose que de 62 respirateurs, dont tous sauf 15 sont déjà utilisés, et a besoin d'au moins 100 autres. Il estime que les hôpitaux de Gaza ne peuvent traiter que les 100 premiers cas, s'ils arrivent progressivement.

Il s'agit d'une condamnation à mort pour des milliers, voire des centaines de milliers, des près de deux millions d'habitants de Gaza. En tant qu'occupant de Gaza et de la Cisjordanie, Israël est, en vertu de la Convention de La Haye (1907) et de la quatrième Convention de Genève (1949), légalement responsable de la sécurité et du bien-être des résidents civils, une responsabilité qu'Israël nie.

L'Autorité palestinienne (AP), qui gouverne certaines parties de la Cisjordanie, a signalé 59 cas, principalement à Bethléem, dont 17 se sont rétablis. Elle a annoncé un couvre-feu de 14 jours, ordonnant à tout le monde, sauf aux forces de sécurité, au personnel médical et aux vendeurs de nourriture, de rester chez eux et la fermeture des routes entre les villes et les villages. Bethléem est déjà sous le coup d'un couvre-feu depuis des semaines. Les prisonniers qui avaient purgé la moitié de leur peine pour des infractions pénales ont été graciés et libérés afin de réduire le nombre de détenus dans les prisons palestiniennes.

Malgré la gravité de la situation, Israël n'a envoyé à Ramallah qu'une centaine de kits de dépistage du coronavirus.

La situation n'est pas moins grave pour les Palestiniens de toute la région. En Israël, où 20 % de la population est palestinienne, les autorités sanitaires ont confirmé que 1 071 personnes ont été testées positives pour le coronavirus, qu'un patient est décédé et que 18 sont dans un état grave.

Les établissements de santé ayant été décimés par des décennies de coupes budgétaires et n'étant plus en mesure de faire face à la situation, le gouvernement par intérim du Premier

ministre Benjamin Netanyahu a ordonné aux gens de ne pas quitter leur domicile, sauf pour aller travailler, faire des courses ou se faire soigner, et a fermé les écoles, les universités et les établissements culturels et de loisirs. Il a interdit les rassemblements de plus de 10 personnes et l'entrée aux étrangers, sauf s'ils peuvent prouver qu'ils sont en mesure de se mettre en quarantaine eux mêmes pendant 14 jours à leur arrivée.

Dans la Jordanie voisine, qui accueille l'une des plus grandes populations de réfugiés – de Palestine, d'Irak et de Syrie – par habitant au monde, quelque 70 % des 9,7 millions d'habitants sont d'origine palestinienne, 3,2 millions de Palestiniens étant enregistrés comme réfugiés. Il y a également au moins 650.000 réfugiés syriens enregistrés, dont plus de la moitié vivent dans les camps sordides de Za'atari, Marjeeb al-Fahood, Cyber City et Al-Azraq, avec au moins un autre million de Syriens non enregistrés vivant dans le pays.

Amman a confirmé que 69 personnes ont été testées positives pour le virus. Mardi, alors que l'économie jordanienne, déjà faible et en chute libre, et les établissements de santé incapables de faire face au virus, le pays a connu des émeutes dans une prison d'Irbid où deux personnes ont été tuées après l'interdiction des visites. Le roi Abdallah a signé une loi d'urgence donnant au gouvernement des pouvoirs étendus.

Le gouvernement a annoncé un couvre-feu national 24 heures sur 24 à partir de samedi, la fermeture des écoles, des universités, des centres de loisirs et des lieux de travail, sauf pour les services essentiels, la fermeture des frontières du pays et l'interdiction de circuler sauf en cas d'urgence, en disant: «Le gouvernement annoncera le mardi 24 mars certains moments où les citoyens seront autorisés à faire des courses.» Les personnes nécessitant un traitement médical urgent devront en informer les autorités de sécurité. Quelque 400 personnes ont déjà été arrêtées pour avoir ignoré le couvre-feu et risquent jusqu'à un an de prison.

Au Liban, 10 % des 6,8 millions d'habitants sont d'origine palestinienne, la plupart étant enregistrés comme réfugiés. Ils sont depuis longtemps privés de leurs droits fondamentaux: ils ne sont pas autorisés à fréquenter les écoles publiques, à exercer un certain nombre de professions telles que médecins et avocats, à posséder des biens ou à transmettre des héritages.

Les autorités sanitaires ont signalé 230 cas et quatre décès dans un pays dont le système de santé manque des équipements les plus élémentaires. Un seul hôpital du pays est équipé de chambres d'isolement spécialisées conformes aux normes internationales.

La pandémie survient alors que le Liban n'a pas respecté ses obligations d'Eurobonds de 30 milliards de dollars et qu'il a déclaré avoir besoin de ses réserves de devises étrangères pour ses principales importations. La semaine dernière, le nouveau gouvernement chancelant de Hassan Diab, formé après les protestations qui ont fait tomber le gouvernement de Saad Hariri, a annoncé un «état d'urgence médicale», fermant toutes les institutions publiques et privées, à l'exception des hôpitaux, des pharmacies et des boulangeries, les supermarchés n'étant ouverts qu'à des heures précises, afin de contenir l'épidémie de coronavirus. Les banques sont fermées jusqu'au 29 mars.

Samedi, après que le gouvernement eut fait appel à l'armée pour faire appliquer les ordres de rester chez soi, des patrouilles ont parcouru les rues de Beyrouth en ordonnant à des groupes de personnes de se disperser, tandis que des hélicoptères de l'armée survolaient d'autres parties du pays en appelant par haut-parleurs les personnes qui se trouvaient dans

les rues à rentrer chez elles.

Dimanche, la Syrie, qui comptait 650.000 Palestiniens avant la guerre par procuration de neuf ans visant à renverser le président Bachar al-Assad, a confirmé son premier cas de coronavirus. Damas a annoncé l'interdiction des transports publics et a renforcé le verrouillage mis en place il y a quelques jours, qui comprenait la fermeture d'écoles, de jardins publics, de restaurants et de nombreuses institutions publiques. Elle a annulé la conscription de l'armée, accordé une amnistie aux détenus et ordonné aux boulangeries de fermer leurs étalages et de livrer les clients à domicile.

Il y a quelques semaines, un porte-parole de l'OMS a averti que les «fragiles systèmes de santé syriens pourraient ne pas avoir la capacité de détecter et de réagir» à la pandémie. C'est notamment le cas dans les camps surpeuplés où vivent des dizaines de milliers de Syriens déplacés.

La situation n'est pas meilleure dans le reste du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, où, dans toute une série de pays – Irak, Libye, Yémen, Soudan, Syrie et Iran – les systèmes de santé ont été ravagés par des années de guerres et/ou de sanctions, orchestrées par l'impérialisme américain. Leur sort préfigure ce qui va se passer dans les pays les plus pauvres du monde, où pas moins d'un milliard de personnes, soit un septième de la population mondiale, vivent dans des cabanes de fortune sordides, sans installations sanitaires adéquates ni accès à l'eau potable, aux services les plus basiques y compris pour les soins de santé.

Jean Shaoul

Article original, WSWs, paru le 24 mars 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Jean Shaoul](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2020

Articles Par : [Jean Shaoul](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca